Politica e morale nella Francia dell'età moderna [Anna Maria Battista]

Autor(en): **Ferretti, Giuliano**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **50 (2000)**

Heft 2

PDF erstellt am: **26.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Thomas Cogswells aufschluss- und facettenreiche Studie über die Grafschaft Leicestershire schlägt genau diesen Weg ein, gelangt indes zu anderen Ergebnissen als die revisionistische *communis opinio.* Cogswell durchleuchtet die auch hierzulande jüngsthin wieder verstärkt ins Visier genommene Dynamik des frühneuzeitlichen Staates sowie die damit einhergehende Belastung vor allem der Abgabenpflichtigen. In Leicestershire weckte die Intensivierung fiskalischer Abschöpfung im Zuge der Kriege in den 1620er Jahren und die ebenfalls finanziell lukrative Verschärfung bzw. Wiederbelebung geldwerter Kronprärogative unter Karl I. den Argwohn der lokalen Gentry. Als die Protagonisten des Langen Parlaments deren Klagen dann auf nationaler Ebene einen grösseren Resonanzboden gaben, konnte die Frage der Herrschaft über die Miliz, die 1642 zum endgültigen Bruch zwischen dem König und seinen Widersachern führen sollte, vor dem Hintergrund einer sich seit anderthalb Jahrzehnten zuspitzenden Kontroverse über die Form und das Ausmass der von den Grafschaften zu tragenden Lasten disputiert werden. Damit wendet sich Cogswell explizit gegen eine Lesart, derzufolge die «Personal Rule» Karls I. quasi eine Ära halkyonischer Jahre bildete, während die Eskalation der Ereignisse seit dem Ersten Bischofskrieg die englische Gesellschaft wie Blitze aus heiterem Himmel traf.

Cogswell schiesst allerdings über sein Ziel hinaus, wenn er den offenen Schlagabtausch über religiöse Differenzen, wie sie sich in den Stichworten Arminianismus und Puritanismus kristallisierten, als kriegsauslösendes Moment geringschätzt. Von den zwar keineswegs auf Leicestershire beschränkten, aber nicht leichthin generalisierbaren Konfliktlinien her lässt sich kein nationaler Primat der Politik ausrufen. In diesem Zusammenhang könnte man die prinzipielle Frage aufwerfen, inwiefern lokal fixierte Studien zur Revision von in weiteren Dimensionen argumentierenden Ansätzen taugen. *Gerhard Altmann, Freiburg i.Br.*

Anna Maria Battista: **Politica e morale nella Francia dell'età moderna.** Publié par Anna Maria Lazzarino Del Grosso, Genova, Name, 1998, 303 p.

Dix ans après la disparition de celle qui fut une grande dame de la culture universitaire italienne apparaît un volume réunissant ses meilleurs essais sur l'histoire de France au XVIe et XVIIe siècles. Anna Maria Lazzarino Del Grosso a réuni et préfacé les neufs essais que l'auteur avait publiés séparément pendant plus de trente ans de recherches. Le lecteur francophone, peu familier à la langue italienne, pourra ainsi lire l'un des textes fondamentaux intitulé «Morale privée et utilitarisme politique en France au XVIIe siècle» publié dans *Staaträson. Studien zur Geschichte eines politischen Begriffs*, éd. par Roman Schnur, Berlin, Duncker & Humblot, 1975, p. 87–119.

La réflexion d'Anna Maria Battista couvre une longue période correspondant au processus historique qui transforme la France humaniste et communautaire de la Renaissance en une société nouvelle dominée par l'ascension de l'Etat et par la naissance d'une vision individualiste de l'homme. A travers l'étude rigoureuse de l'influence de Machiavel et de Montaigne, ainsi que des grandes doctrines du XVIIe siècle, l'auteur réunit les différents courants de cette époque (le déclin du néo-thomisme, l'avancée spectaculaire des doctrines sceptiques et le renouveau de la philosophie augustinienne) en une seule réalité qu'il appelle la «crise de la morale communautaire». Caractérisée par la fracture profonde entre la société civile et l'Etat, cette crise marque la décadence de la sphère publique au profit de la

sphère privée dans laquelle l'individu conçoit une éthique autonome qui lui permet de s'épanouir librement.

La diffusion de Machiavel en France est un phénomène complexe qu'Anna Maria Battista suit dans ses phases contrastées. D'abord apprécié à la cour de Catherine de Médicis, où on le lit comme un manuel d'enseignement traditionnel, il est critiqué après la Saint-Barthélemy, qui déclenche la réaction des huguenots contre ses maximes politiques. Cependant, c'est au temps de la Ligue que l'influence de Machiavel devient considérable: honnie et conspuée par la propagande catholique, sa doctrine est utilisée pour combattre Henri III et tous ceux qui prônent la tolérance à l'égard des Réformés. Le paradoxe de l'anti-machiavélisme ligueur réside dans le fait que les idées du Secrétaire florentin sont largement répandues dans l'opinion française, mais elles sont déformées et pas véritablement connues. Ce courant polémique, populaire, violent, sectaire et ignorant à quelques exceptions près, dénonce chez Machiavel sa tendance à considérer la religion comme *instrumentum regni.* Une lecture attentive de nombreux pamphlets de la Ligue prouve, contrairement à l'idée couramment reçue, que la campagne menée par Rome contre la doctrine de Machiavel fait suite non aux attaques huguenotes, limitées en nombre, mais à celles bien plus nombreuses et éclatantes des ligueurs. En effet, cette querelle retentissante avait montré que l'enjeu du conflit n'était plus un système politique, mais une vision générale qui sapait les fondements mêmes de la religion. Ainsi, la discrétion que Rome avait affichée à l'égard de Machiavel après sa mise à l'Index cède la place à une intervention massive des écrivains catholiques (Giovio, Possevin, Ribadeyra et Ammirato) qui ne pouvaient plus laisser une telle initiative aux seuls Réformés.

Le déclin de l'influence de Machiavel au XVIIe siècle se relie à l'autre grand sujet traité par Anna Maria Battista: la crise de la morale communautaire. Par cela, elle entend la fin de cet idéal de vie prôné au temps de l'Humanisme et de la Renaissance qui voyait dans la plénitude des rapports sociaux le moyen de parvenir à la perfection de l'individu. Cette vision, où la politique est au centre de la vie humaine, n'a plus de cours au Grand Siècle. Déjà vers la fin des guerres de religion, l'on voit apparaître en France les symptômes d'un repli vers l'intériorité de l'univers individuel, qui marque la fin de la primauté de la science politique. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le nom du Secrétaire florentin ne revient qu'une fois dans les *Essais* de Montaigne, livre fétiche pour tant d'intellectuels du XVIIe siècle. La crise de vitalité de l'œuvre de Machiavel correspond en effet à l'avènement d'une société et d'une sensibilité nouvelles. La réflexion d'Anna Maria Battista se fonde sur les travaux antérieurs de Hugh Trevor-Roper, Reinhart Koselleck et Roman Schnur, relatifs à la crise du XVIIe siècle. Cependant, elle définit de façon autonome les forces intellectuelles qui se déploient autour de ce phénomène. A partir de l'étude de Montaigne, auquel elle consacre un chapitre de grande envergure historique, où elle prouve que la «naissance» de l'individu moderne ne se situe pas dans la Renaissance, comme l'avait cru Burckhardt, mais dans les *Essais* du célèbre moraliste, Anna Maria Battista dessine ce vaste territoire du repli intérieur, du refus de la politique et de la recherche du bonheur individuel. Aussi bien dans les courants libertin et épicurien qu'à travers l'évolution du bérullisme et du jansénisme, opportunément reliés aux théories de Descartes, Hobbes, Pascal, Nicole et même Saint-Réal, elle retrouve la même fracture entre individu et société. Celle-ci exprime trois attitudes communes à toutes ces écoles de pensée du XVIIe siècle français: 1. Le refus de la science politique au profit du pragmatisme

des relations collectives; 2. Le rejet de la «res publica», dont la gestion est laissée aux «professionnels» de la politique; 3. La soumission aveugle à l'autorité publique et au pouvoir qui est vu comme une «techné» capable d'assurer la paix et la vie en commun des individus. Cette autorité souveraine se configure ici comme l'exercice d'un pouvoir nécessaire, qui ne répond plus à une norme objective ou à une justice supérieure, comme le prétendait la néo-scolastique. En ce sens, l'analyse de Pascal et de Hobbes montre clairement que la fondation de la politique moderne passe par l'acceptation de la force en tant que source du droit positif.

Les conclusions auxquelles parvient Anna Maria Battista sont nettes: l'intellectuel français du XVIIe siècle s'éloigne de la sphère publique et refuse consciemment tout engagement politique. Cet individu «dissocié» entre le respect envers une autorité extérieure et la sauvegarde de sa liberté intérieure exprime sa puissance créatrice dans les arts, les lettres et la science, mais pas dans la politique.

Malgré la richesse de cette analyse et la solidité de la réflexion d'Anna Maria Battista, l'on peut se demander si ce jugement ne doit pas être nuancé, surtout à la lumière de nouvelles recherches menées au cours de cette décennie qui nous sépare de sa mort. En effet, les travaux de Marc Fumaroli et de son école sur la République des Lettres, ainsi que ceux de Robert Muchembled sur la naissance de l'individu à l'époque moderne ou encore ceux d'Orest Ranum et de Joseph Bergin sur la France de Richelieu, ont diversifié cette perspective. Si la notion de crise de la «morale communautaire» brossée par Anna Maria Battista reste valable pour l'ensemble du XVIIe siècle, ses composants ont changé, notamment en ce qui concerne la première moitié du XVIIe siècle. Certains représentants du libertinage érudit, popularisés par R. Pintard, n'apparaissent plus comme des conservateurs indifférents à la politique. Les Balzac, les Dupuy et les Naudé sont descendus dans l'arène publique et ont exprimé une véritable passion pour les débats contemporains. Il est vrai que cet engagement s'est manifesté selon des formes propres à leur siècle: séparés du pouvoir, parfois même enfermés dans leur ermitage comme Balzac, ils ont exprimé publiquement des avis importants sur la politique de la France. Il suffira ici de rappeler le *Discours à la Régente* (1643) de Balzac, étudié par Roger Zuber dans la réédition des *Œuvres diverses* du célèbre littérateur (1999), dans lequel celui-ci attaque le gouvernement de Richelieu qu'il qualifie de tyrannique. Pierre Dupuy fera de même dans un écrit, aujourd'hui peu connu, qui contient un réquisitoire virulent contre le gouvernement et rappelle les gémissements de la France sous ce régime autoritaire. Quant à Naudé, les travaux récents de Hubert Carrier sur les Mazarinades et la littérature de la Régence d'Anne d'Autriche ont montré à quel point ce savant fut l'infatigable organisateur de la propagande ministérielle pendant la révolte de la Fronde.

Bien entendu, on ne peut pas reprocher à Anna Maria Battista de ne pas avoir lu des travaux postérieurs à sa disparition! Cependant, grâce à cette nouvelle vague de recherches nous pouvons mieux mesurer les effets négatifs de la politique autoritaire de l'absolutisme français. Contrairement à ce que pensait cet auteur, je crois que les réactions des intellectuels et des notables au climat de guerre, à la censure et aux procès politiques, bref à la répression ouverte de la société civile mise en place par la monarchie, ont joué un rôle important dans l'absence de théories politiques originales, ainsi que dans la banalisation de la parole publique. Si les intellectuels français du Grand Siècle quittent l'Agora au profit d'un univers privé où fleurissent les Académies et les salons, c'est aussi parce que l'Etat monarchique a entamé sous Richelieu et a poursuivi sous Louis XIV un contrôle systématique des

espaces de liberté qui n'était pas, à proprement parler, le meilleur ferment pour l'éclosion des esprits. Il n'est pas sans effet de rappeler que depuis le triomphe de l'Eminence rouge (1630) jusqu'à la mort du Roi Soleil (1715), le discours politique en France se réduit de plus en plus à l'éloge du souverain et au panégyrique des puissants. C'est d'ailleurs à cette époque qu'un nombre croissant d'historiens et de penseurs de la «res publica» deviennent, comme l'a bien montré Orest Ranum, des *artisans of glory*! *Giuliano Ferretti, Lausanne*

Ginette Kurgan-van Hentenryk (éd.): **Un pays si tranquille. La violence en Belgique au XIXe siècle.** Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1999, 252 p.

La violence est un sujet d'études en plein essor. Les travaux d'Arlette Farge, d'Alain Corbin et surtout de Frédéric Chauvaud, pour ne prendre que quelques exemples français, ont totalement renouvelé les approches du phénomène. Dans ce contexte, la Commission internationale d'histoire des mouvements sociaux et des structures sociales, qui propose tous les cinq ans un thème d'enquête dont les résultats sont présentés au Congrès international des sciences historiques, a choisi, en vue de celui d'Oslo de 2000, le thème suivant: «De la violence sociale à la violence politique (XIXe–XXe)». C'est dans ce cadre que chaque pays est amené à faire une tentative de synthèse: le présent ouvrage constitue la contribution belge à cette grande enquête.

Il faut noter d'emblée la qualité et la précision de chacune des contributions, ainsi que la cohérence de l'ensemble. Après une présentation des différentes approches de la violence et une esquisse historiographique, en guise de préambule, la violence en Belgique au XIXe siècle est abordée sous différents points de vue qui recoupent les interrogations nouvelles de ce phénomène comme objet d'histoire: représentations, sensibilités, problèmes des sources utilisées, contrôle étatique et corrélation entre la violence et l'état de la société. Deux éléments méritent d'être soulignés. Tout d'abord la question de la définition de la violence semble poser problème. Les auteurs ne sont pas tombés d'accord sur le concept même de violence: certains d'entre eux postulant qu'il n'y a pas de violence en soi et qu'elle ne peut être appréhendée qu'au travers de représentations, chacun fut alors amené à donner sa propre définition de la violence, voire à ne pas l'expliciter. Il en résulte une typologie de la violence tout aussi problématique que la question de sa définition: représentation ou sensibilité à la violence, violence pénale, violence sexuelle et familiale, violence sociale ou politique, etc. Ensuite, la thèse de Norbert Elias sur la civilisation des mœurs est sous-jacente à toutes les interprétations. Le résultat des recherches va dans le sens d'une relativisation de cette thèse: face au «trou noir» de la statistique et malgré l'évolution des sensibilités et la transformation des lieux clés de la violence, il semble hasardeux de postuler un recul de la violence dans la société belge à la fin du XIXe siècle.

A la lecture d'un travail aussi fouillé, qui montre à quel point l'histoire au XXIe siècle devra se pencher sur les sources judiciaires, une seule question vient à l'esprit à propos d'un autre pays apparemment tout aussi tranquille: «Qu'en est-il de la Suisse?» *Didier Pages, Lausanne*